

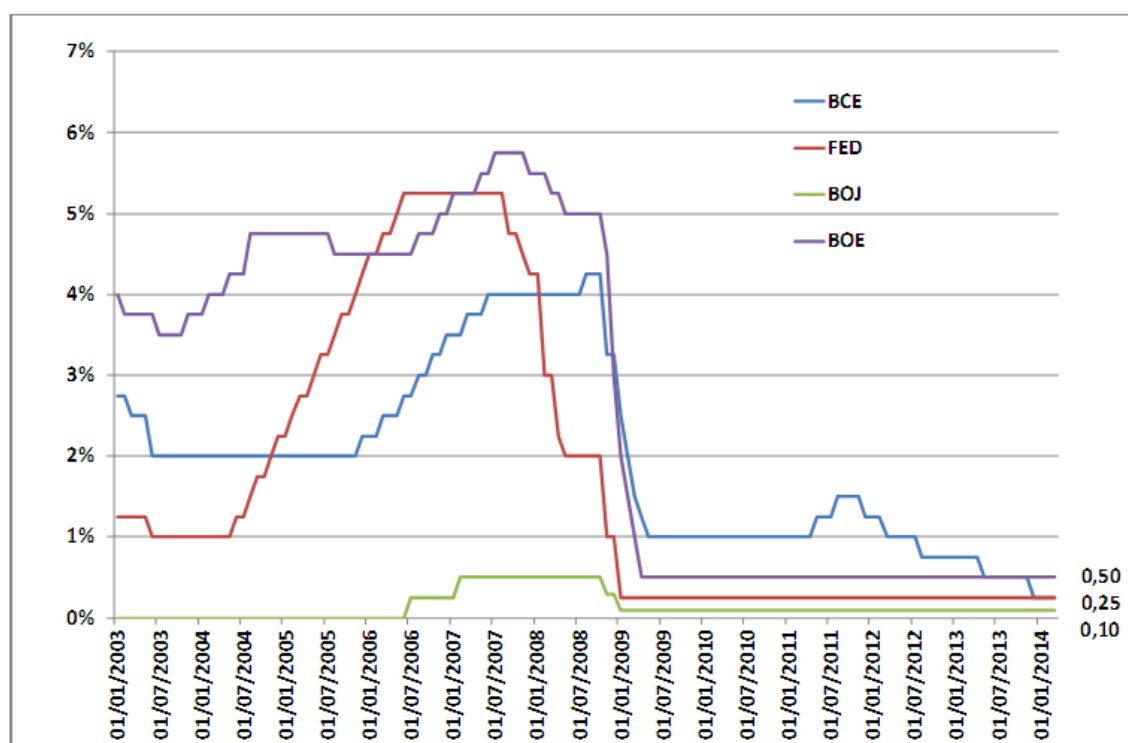
1 - Actualité nationale et internationale

Taux d'intérêt

La BCE laisse ses taux inchangés

Le Conseil des gouverneurs de la BCE, lors de sa réunion du 6 mars 2014, a décidé de laisser inchangés les taux d'intérêt directeurs de la BCE. M. Draghi, Président de la BCE, a déclaré, lors de sa conférence de presse : « Les informations disponibles confirment que la reprise modérée de l'économie de la zone euro se poursuit conformément à notre évaluation précédente. Dans le même temps, les dernières projections macroéconomiques établies par les services de la BCE, couvrant la période allant jusqu'à fin 2016, confortent les anticipations précédentes d'une période prolongée de faible inflation, qui sera suivie d'une remontée graduelle des taux de l'inflation mesurée par l'IPCH vers des niveaux plus proches de 2 %. Conformément à ce scénario, les évolutions de la monnaie et du crédit demeurent atones. Les anticipations d'inflation pour la zone euro à moyen et long terme restent solidement ancrées à un niveau compatible avec notre objectif de maintenir l'inflation à des taux inférieurs à, mais proches de 2 %. S'agissant des perspectives de prix et de croissance à moyen terme, les informations et les analyses actuellement disponibles confirment pleinement notre décision de maintenir une orientation accommodante de la politique monétaire aussi longtemps que nécessaire, ce qui soutiendra la reprise progressive de l'économie dans la zone euro. (...) Nous continuons de prévoir que ces taux resteront à leurs niveaux actuels ou à des niveaux plus bas sur une période prolongée. Cette anticipation est fondée sur le maintien à moyen terme de perspectives d'inflation globalement modérées, compte tenu de la faiblesse généralisée de l'économie, du niveau élevé des capacités inutilisées et de l'atonie de la création de monnaie et de crédit. »

Taux directeur des principales banques centrales



Chômage

Légère hausse des demandeurs d'emploi de catégorie A

En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A s'est établi à 3 316 200 fin janvier 2014. Ce nombre est en hausse de 0,3 % par rapport à fin décembre 2013, soit +8 900 personnes. Sur un an, le chômage s'est accru de 4,4 %.

Stabilité du taux de chômage en ZE18

Eurostat a publié le taux de chômage corrigé des variations saisonnières de la zone euro (ZE18). Il s'est établi à 12,0 % en janvier 2014, stable depuis octobre 2013. Il se situait également à 12,0 % en janvier 2013. Dans l'UE28, le taux de chômage s'est établi à 10,8 % en janvier 2014, stable également par rapport à octobre 2013. Il se situait à 11,0 % en janvier 2013. En janvier 2014, Eurostat estime que 26,231 millions d'hommes et de femmes étaient au chômage dans l'UE28, dont 19,175 millions dans la zone euro. Comparé à décembre 2013, le nombre de chômeurs a augmenté de 17 000 tant dans l'UE28 que dans la ZE18. Par rapport à janvier 2013, le chômage a baissé de 449 000 personnes dans l'UE 28 et de 67 000 dans la zone euro. Parmi les états membres, les taux de chômage les plus faibles ont été enregistrés en Autriche (4,9 %), en Allemagne (5,0 %) et au Luxembourg (6,1 %) ; à l'inverse, les taux les plus élevés se retrouvent en Grèce (28,0 % en novembre 2013) et en Espagne (25,8 %).

Inflation

Baisse du taux d'inflation en zone euro

Le taux d'inflation annuel de la zone euro est estimé à 0,8 % en février 2014, stable par rapport au mois de janvier. S'agissant des principales composantes de l'inflation de la zone euro, l'alimentation, les boissons alcoolisées et le tabac devraient connaître le taux annuel le plus élevé en février (1,5 % contre 1,7 % en janvier), suivis des services (1,3 % contre 1,2 % en janvier), des biens industriels hors énergie (0,6 %, contre 0,2 % en janvier) et de l'énergie (-2,2 % contre -1,2 % en janvier).

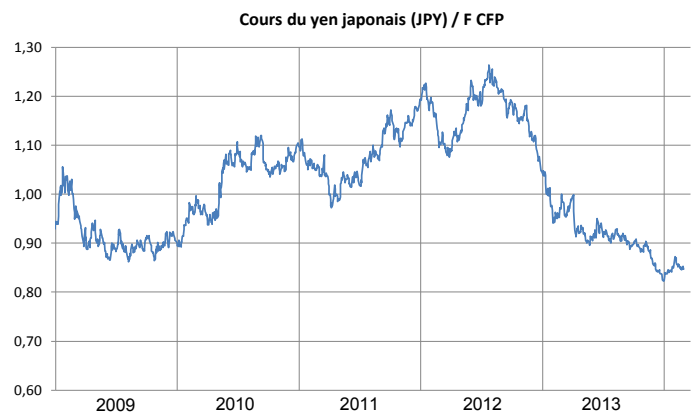
Baisse également des prix à la consommation en janvier en France

L'indice des prix à la consommation (IPC) baisse en janvier 2014 de 0,6 % après une hausse de 0,3 % en décembre 2013. Corrigé des variations saisonnières, l'IPC est stable en janvier 2014, et sur un an, il augmente de 0,7 %. Hors tabac, l'IPC recule de 0,6 % en janvier 2014 et est en hausse de 0,5 % sur un an.

2 – Actualité régionale

Le Japon maintient sa politique monétaire

La Banque du Japon a maintenu en l'état sa politique d'assouplissement monétaire à l'issue d'une réunion de son organe directeur, confiante dans la vigueur de la reprise nipponne qui montre pourtant des signes de faiblesse. L'institution va entre autres continuer d'augmenter de 50 milliards de yens par an son stock d'obligations d'État, qu'il rachète sur le marché secondaire.



Chine : Baisse des exportations et crainte de dévaluation

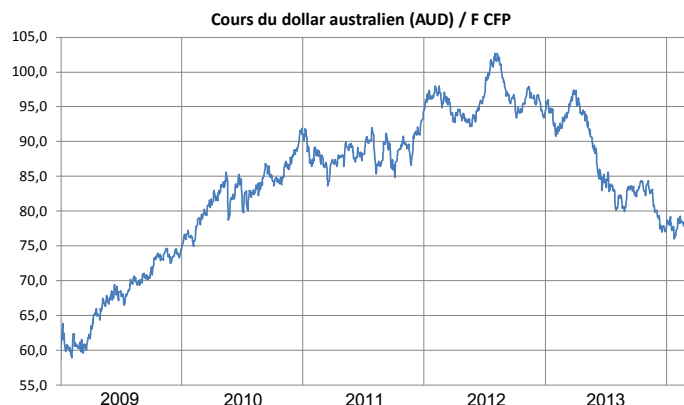
Les exportations chinoises ont baissé de 18,1 % en février par rapport à 2013. Les importations, quant à elles, ont progressé de 10,1 % et le déficit commercial s'est établi à 23 milliards de dollars (16,57 milliards d'euros), contre un excédent de 32 milliards de dollars (23 milliards d'euros) en janvier. Pour certains observateurs la baisse des exportations fait craindre une dépréciation du yuan pour relancer les exportations. La devise est descendue à 6,1402 pour 1 dollar, son niveau le plus bas depuis un an et demi.



Australie : accélération de la croissance trimestrielle

En Australie, le taux de croissance accélère légèrement au quatrième trimestre 2013 : +0,8 % après +0,6 % le trimestre précédent. Cette évolution a été portée par la consommation des ménages et les exportations, alors que l'investissement est en repli.

Lors de sa réunion du 4 mars la banque centrale australienne (RBA) a laissé inchangé son taux directeur à 2,5 %, la RBA avait indiqué lors de sa réunion précédente qu'elle envisageait une stabilisation de ses taux.



Nouvelle-Zélande : décreue du chômage

Dans un contexte de rebond de la croissance économique, le taux de chômage atteint 6,0 % de la population active fin 2013 (-0,2 point sur le trimestre). La décreue est plus importante sur un an (-0,8 point).

Le 13 mars, la banque centrale de la Nouvelle-Zélande a augmenté son principal taux directeur de 0,25 point à 2,75 %, après trois ans de gel des taux.



3 – Brèves économiques locales

Nouvelle gamme de billets : le point de basculement entre ancienne et nouvelle gamme a été largement dépassé

En Nouvelle-Calédonie, le point de basculement de l'ancienne vers la nouvelle gamme a été atteint dès le 7 février, date à laquelle les nouveaux billets sont devenus majoritaires en nombre dans la circulation fiduciaire du territoire. Au 28 février, la nouvelle gamme de billets représentait 65,3 % en nombre et 61,1 % en valeur. Près de 4 millions de billets de la nouvelle gamme ont ainsi été émis. Presque symétriquement, la circulation en volume des coupures de l'ancienne gamme diminue, semaine après semaine.

Au total, le taux de retour de l'ancienne gamme de billets est de 62,7 %. Sans surprise, le billet le plus circulant - le 1 000 F CFP - connaît le taux de retour le plus fort : 90 % des coupures de 1 000 F CFP ancienne gamme ont ainsi été retirés de la circulation. Les taux de retour des billets de 5 000 F CFP et 10 000 F CFP sont équivalents à 57 %. A l'inverse le 500 F CFP remonte plus lentement à l'Institut d'émission : 31 % des coupures de 500 F CFP ancienne gamme ont été retirés de la circulation fin février.

L'IEOM rappelle que pendant la période de « double circulation » qui durera jusqu'au 30 septembre 2014, il est possible de régler ses dépenses soit avec les anciens billets soit avec les nouveaux. A partir du 1^{er} octobre 2014, les anciens billets pourront être échangés aux guichets de l'IEOM sans aucune limitation de durée. Les signes de sécurité sont décrits sur les affiches et dépliants mis à disposition des populations. Ces documents sont téléchargeables gratuitement sur le site www.nouveauxbillets.nc.

KNS en ordre de marche

La mise en route du deuxième four de l'usine métallurgique de KNS s'est concrétisée le 8 février dernier par la coulée de huit tonnes de métal. Cette opération intervient trois mois après son préchauffage et moins d'un an après la mise en fonction de la première ligne de production. La montée en charge de la production est prévue sur deux ans, afin d'atteindre une capacité de 60 000 tonnes de nickel à la fin de l'année 2015, avec un objectif intermédiaire de 30 000 tonnes pour l'année 2014.

Le déficit se creuse à la SLN

Le conseil d'administration d'Eramet a approuvé le 20 février dernier à Paris, les comptes 2013 du groupe. Le déficit d'exploitation annoncé de la SLN est de l'ordre de 25 milliards de F CFP. Cette situation financière difficile s'explique essentiellement par la chute des cours du nickel en 2013. L'importance des stocks mondiaux et notamment en Chine constitue l'élément majeur de la déprime sur le marché.

Lancement du projet de rénovation urbaine de Saint-Quentin

Le 12 février, la Société immobilière de Nouvelle Calédonie (SIC) a signé une convention de financement avec l'Agence Française de développement (AFD) pour l'octroi d'un prêt de 1,2 milliards de F CFP. Ce prêt permettra le financement le démarrage de la première phase du projet de rénovation urbaine du Quartier de Saint-Quentin. Le coût global de l'opération se chiffre à trente milliards de F CFP. Son financement se fera en grande partie par l'Etat dans le cadre des contrats de développement et par la défiscalisation.

Label RAMSAR pour les lacs du Grand Sud

Le 3 février 2014, la Présidente de la Province Sud, en présence du Haut-Commissaire de la République et des maires de Yaté et du Mont-Dore, a officialisé l'inscription des lacs du Grand Sud à la convention de RAMSAR relative aux zones humides d'importance internationale. Cette convention est issue d'un traité international signé par 167 pays dans le Monde. Cette reconnaissance internationale de la plus grande réserve d'eau douce de la Nouvelle-Calédonie permettra de concilier environnement et croissance économique dans un cadre de développement durable.

Le lac de Yaté sous surveillance

Suite à une décision du gouvernement de Nouvelle-Calédonie de déclencher le plan Orsec pour les aménagements hydrauliques, 16 millions de mètres cubes d'eau ont été déversés par le barrage de Yaté dans la nuit du 4 février. Cette opération de prévention réalisée régulièrement par la société néo-calédonienne d'énergie (ENERCAL) a nécessité une coordination entre plusieurs intervenants (Sécurité Civile, mairie de Yaté et Direction de l'Industrie des Mines et de l'Énergie).

Le paquebot Queen Victoria en escale à Nouméa

Le Queen Victoria deuxième plus gros paquebot de croisière au monde après le Queen Mary 2 était de passage à Nouméa le 3 mars 2014. Ce bateau de la compagnie britannique Cunard Line accueille 3 500 passagers. Construit par une société italienne à Venise, le Queen Victoria pèse 90 000 tonnes et comprend dix ponts, treize bars, cinq restaurants, trois piscines, une salle de bal, un théâtre de plus de 1 000 places et un casino.

Les bouraillais deviennent actionnaires de la SHD

Lors de l'assemblée générale de la Société de Participation Bouraillaise de Déva (SPBD) qui s'est tenue le 1^{er} mars à Bourail, il a été officiellement annoncé l'entrée de la SPBD dans le capital de la Société des Hôtels de Déva (SHD). Les 565 actionnaires bouraillais de cette société créée dans le cadre du projet d'aménagement touristique du site de Déva deviennent ainsi actionnaires du complexe hôtelier Sheraton New-Caledonia Resort and Spa dont l'ouverture à la clientèle locale est prévue le 1^{er} juillet 2014.

Par ailleurs, le complexe hôtelier sera doté d'un casino de 1 200 m². Les travaux devraient débuter dans le courant du deuxième semestre 2014.

Publications

L'IEOM a publié les études suivantes :

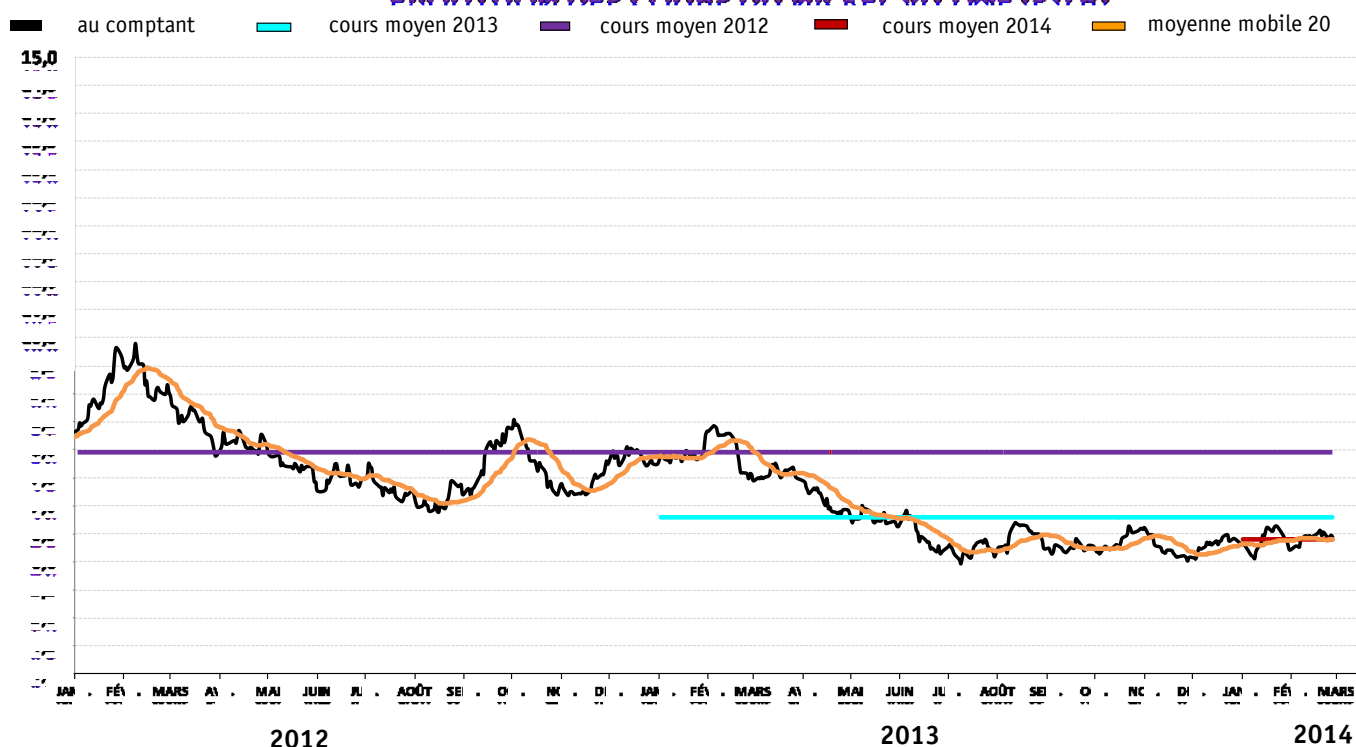
- La note expresse NE n°117 – Le Produit net bancaire des banques calédoniennes de 2008 à 2012
- La note expresse NE n°119 – Tendances conjoncturelles – 4^e trimestre 2013
- Infos financières – Evolutions bancaires et monétaires au 31 décembre 2013
- Le tableau de bord économique de la Nouvelle-Calédonie 4T2013 (CEROM) – février 2014

4 – Sélection d'indicateurs mensuels

INDICATEURS DE REFERENCE			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Indice des prix à la consommation		févr.-14	104,8	-0,1%	0,2%
Nombre de demandeurs d'emploi		janv.-14	7 067	28,7%	10,2%
COMMERCE EXTERIEUR (en millions de F CFP)					
Exportations	mensuelles	déc.-13	9 041	33,4%	-25,0%
	cumulées	déc.-13	107 533	-	-12,9%
Importations	mensuelles	déc.-13	28 212	13,3%	32,3%
	cumulées	déc.-13	290 908	-	-3,5%
SECTEURS D'ACTIVITE			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
NICKEL					
• Cours du nickel au LME en USD/livre		févr.-14	6,44	0,8%	-19,9%
• Cours du nickel au LME en F CFP/livre		févr.-14	562	0,5%	-21,8%
• Exportations de minerai (en milliers de tonnes)	mensuelles	déc.-13	759	103,9%	28,4%
	cumulées	déc.-13	4 460	-	-2,9%
• Exportations de produits métallurgiques (Ferronickel, matte, NHC, NiO) (en tonnes de nickel contenu)	mensuelles	déc.-13	4 991	5,2%	-20,1%
	cumulées	déc.-13	65 126	-	4,2%
TOURISME					
• Touristes débarqués	mensuels	déc.-13	11 708	17,6%	-5,0%
	cumulés	déc.-13	107 753	-	-4,0%
• Nuitées	mensuels	déc.-13	55 846	3,9%	0,6%
	cumulés	déc.-13	606 228	-	-4,0%
• Taux d'occupation mensuel des hôtels de Nouméa		déc.-13	61%	- 2,9 pts	- 1,2 pt
• Croisiéristes (p)	cumulés	déc.-13	385 523	-	38,7%
BTP					
• Ventes totales de ciment (en tonnes)	mensuelles	oct.-13	11 432	11,5%	-1,3%
	cumulées	oct.-13	103 169	-	-0,8%
• Index BT 21 (p)		févr.-14	101,52	0,0%	0,2%
• IRL (p)		févr.-14	119,93	0,0%	1,4%
CREVETTES					
• Exportations de crevettes (en tonnes)	mensuelles	déc.-13	ns	ns	ns
	cumulées	déc.-13	868	-	6,2%
• Exportations de crevettes (en millions de F CFP)	mensuelles	déc.-13	ns	ns	ns
	cumulées	déc.-13	1 302	-	13,7%
COMMERCE AUTOMOBILE					
Immatriculations de voitures particulières neuves	mensuelles	sept.-13	469	-2,1%	-0,8%
	cumulées	sept.-13	4 845	-	-14,6%

Sources : ISEE, IDCNC, DIMENC, DITTT

ÉVOLUTION DES COURS DU NICKEL AU LME (\$/LB)



5 – Activités de l'Institut et suivi de place

Masse monétaire

en millions de F CFP	févr.-12	févr.-13	févr.-14	var 13/12	var 14/13
Circulation fiduciaire	14 882	15 971	14 985	7,3%	-6,2%
Dépôts à vue	234 907	248 606	269 656	5,8%	8,5%
Total M1	249 789	264 577	284 641	5,9%	7,6%
M2-M1	100 769	106 734	112 954	5,9%	5,8%
Total M3	529 692	593 872	589 852	12,1%	-0,7%

Concours de caractère bancaire

en millions de F CFP	déc.-11	déc.-12	déc.-13	var 12/11	var 13/12
Entreprises	426 094	456 762	452 929	7,2%	-0,8%
Ménages	390 944	403 923	409 701	3,3%	1,4%
Collectivités locales	56 975	60 060	74 063	5,4%	23,3%
Autres agents de CCB non ventilés	15 438	16 069	15 715	4,1%	-2,2%
Total encours sain	889 450	936 813	952 408	5,3%	1,7%
Créances douteuses brutes	18 138	19 022	29 611	4,9%	55,7%
Total encours brut	907 589	955 835	982 019	5,3%	2,7%

Interdits bancaires

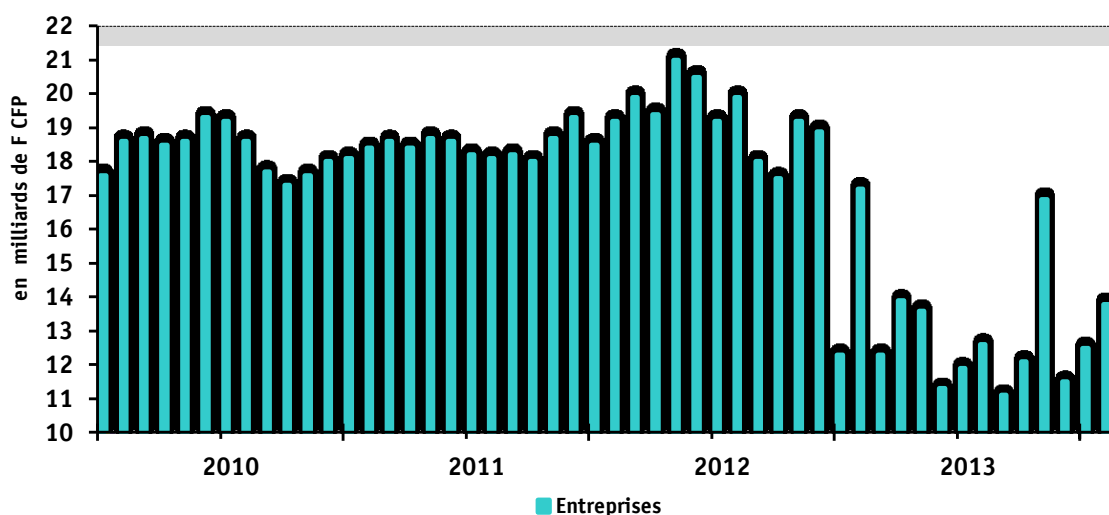
INDICATEURS IEOM		Données brutes		var.mensuelle	gliss. annuel
Interdits bancaires	stock	déc.-13	7 725	-0,8%	7,7%
	dont personnes physiques	déc.-13	6 852	-0,9%	7,5%
	dont personnes morales	déc.-13	873	0,2%	9,3%

Cotation

INDICATEURS IEOM		Données brutes		var.mensuelle	gliss. annuel
	Cotes valides	févr.-14	16 114	0,4%	4,2%
	Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	févr.-14	5 043	0,2%	-2,3%

Refinancement des entreprises

INDICATEURS IEOM		Données brutes		var.mensuelle	gliss. annuel
Refinancement (en milliards de F CFP)	Entreprises	févr.-14	13,8	10,1%	-19,5%



6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2012	2013	Var .
Indice des prix à la consommation	févr*	104,66	104,84	0,2%
Entreprises				
nb d'entreprises (a)	déc.	54 577	57 352	5,1%
dont nb d'entreprises sans salarié (a)	déc.	48 016	50 728	5,6%
créations d'entreprises	déc	5 121	5 069	-1,0%
cessations d'entreprises (p)	sept	2 508	2 286	-8,9%
liquidations judiciaires (nb)	déc	144	109	-24,3%
redressements judiciaires (nb)	déc	123	71	-42,3%
personnes morales en interdiction bancaire (nb)	déc	799	873	9,3%
ventes de ciment local (tonnes)	oct	103 949	102 426	-1,5%
importations de ciment (tonnes)	oct	50	743	ns
total ciment (tonnes)	oct	103 999	103 169	-0,8%
importations de biens d'équipement (M FCFP)	déc	33 795	31 872	-5,7%
importations de véhicules utilitaires (M FCFP)	févr*	1 396	2 004	43,6%
immatriculations de véhicules utilitaires neufs (nb)	déc	3 892	3 626	-6,8%
Ménages				
emploi salarié (nb)	sept	89 659	90 812	1,3%
dont secteur privé	sept	64 701	65 422	1,1%
dont secteur public	sept	24 958	25 390	1,7%
demandes d'emploi de fin de mois	janv*	6 410	7 067	10,2%
demandes d'emploi de fin de mois (moyenne depuis le début de l'année)	janv*	6 410	7 067	10,2%
chômeurs indemnisés	janv*	1 799	2 050	14,0%
montant horaire du Salaire minimum garanti (F CFP)	févr*	894,3	899,3	0,6%
personnes physiques en interdiction bancaire (nb)	déc	6 374	6 852	7,5%
décisions retraits cartes bancaires	déc	3 269	3 042	-6,9%
incidents paiements sur chèques	déc	35 145	36 097	2,7%
immatriculations de véhicules de tourisme neufs (nb)	sept	5 674	4 845	-14,6%
importations de véhicules de tourisme (M FCFP)	févr*	2 548	2 299	-9,8%
importations de produits alimentaires (M FCFP)	déc	35 609	35 377	-0,7%
importations de biens de consommation courante (M FCFP)	déc	17 464	17 045	-2,4%
Echanges				
nombre de touristes	déc	112 204	107 753	-4,0%
nombre de croisiéristes	déc	277 941	385 523	38,7%
taux d'occupation moyen depuis le 1 ^{er} janvier des hôtels de Nouméa	déc	59,1%	56,6%	-2,5 pts
moyenne des cours du nickel au LME en \$/lb sur l'année	févr*	7,98	6,41	-19,7%
cours du nickel au LME en \$/lb	févr*	8,04	6,44	-19,9%
exportations de minerai de nickel (en milliers de tonnes)	déc	4 595	4 460	-2,9%
exportations de minerai de nickel (M FCFP)	déc	21 435	17 751	-17,2%
exportations métallurgique de nickel (en tonnes de Ni contenu)	déc	62 512	65 126	4,2%
exportations métallurgique de nickel (M FCFP)	déc	90 338	75 505	-16,4%
exportations de crevettes congelées (en tonnes)	déc	817	868	6,2%
exportations de crevettes congelées (M FCFP)	déc	1 145	1 302	13,7%
exportations en valeur du nickel (métal+minerai) et des crevettes	déc	112 918	94 558	-16,3%
part de ces produits dans le total des exportations	déc	91,4%	87,9%	-3,5 pts
total des importations (M FCFP)	déc	301 352	290 908	-3,5%
total des exportations (M FCFP)	déc	123 483	107 533	-12,9%
taux de couverture	déc	40,98%	36,96%	-4,0 pts
recettes douanières (M FCFP)	déc	50 554	48 961	-3,2%
Indicateurs financiers (M de FCFP)				
Dépôts à vue	févr*	248 606	269 656	8,5%
M1	févr*	264 577	284 641	7,6%
M2	févr*	371 311	397 595	7,1%
Dépôts à termes	févr*	222 520	192 218	-13,6%
M3	févr*	593 872	589 852	-0,7%
P1	févr*	3 792	3 840	1,3%
coût du crédit aux entreprises- court terme	juil	5,36%	4,96%	-0,40 pt
coût du crédit aux entreprises- moyen et long terme	juil	4,20%	4,37%	0,17 pt
coût du crédit aux particuliers - prêts immobiliers	juil	4,70 %	4,31 %	-0,39 pt
coût du crédit aux particuliers - prêts personnels >181 920 F CFP	juil	6,86 %	7,08 %	0,22 pt
ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues (p)	déc	955 835	982 019	2,7%
Ménages	déc	403 923	409 701	1,4%
dont crédits à la consommation	déc	73 806	74 536	1,0%
dont crédits à l'habitat	déc	323 730	329 342	1,7%
Entreprises	déc	456 762	452 929	-0,8%
dont crédits d'exploitation	déc	84 621	83 638	-1,2%
dont crédits d'investissement	déc	243 403	235 173	-3,4%
dont crédits à la construction	déc	113 487	117 498	3,5%
Collectivités locales	déc	60 060	74 063	23,3%
dont d'investissement	déc	58 135	71 470	22,9%
Autres agents de CCB non ventilés	déc	16 069	15 715	-2,2%
créances douteuses brutes	déc	19 022	29 611	55,7%
taux de créances douteuses brutes	déc	2,0%	3,0%	1,0 pt
ensemble des actifs financiers	déc	708 874	715 081	0,9%
Ménages	déc	358 988	376 117	4,8%
Sociétés	déc	247 280	227 682	-7,9%
Autres agents	déc	102 606	111 282	8,5%
dont assurances-vie	déc	103 122	106 818	3,6%

(p) : provisoire (a) : actualisé

*2013/2014

7 – Les taux

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE

	taux	date d'effet
taux de la facilité de dépôt	0,00%	08/05/2013
taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement	0,25%	13/11/2013
taux de la facilité de prêt marginal	0,75%	13/11/2013

TAUX D'INTERVENTION DE L'INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER

	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicables aux crédits pour accès au réescompte
taux de la facilité de dépôt	01/11/2013	0,05%	
taux de réescompte des crédits aux entreprises	28/05/2013	0,50%	3,25%
taux de réescompte des prêts bancaires au logement	01/04/2013	2,15%	4,45% à 4,90% (Taux SGFGAS à partir du 01/04/2013)
taux de la facilité de prêt marginal	28/05/2013	1,00%	
taux de l'escompte de chèques	28/05/2013	1,00%	

TAUX D'INTÉRÊT EN FRANCE ET DANS LE MONDE

taux d'intérêt en fin de mois

	28/02/2014	31/01/2014	Var. M-1
EONIA	0,2590%	0,2280%	+ 0,031 pt
EURIBOR 1 mois	0,2180%	0,2300%	- 0,012 pt
EURIBOR 3 mois	0,2860%	0,2960%	- 0,010 pt
EURIBOR 6 mois	0,3840%	0,3960%	- 0,012 pt
EURIBOR 12 mois	0,5490%	0,5590%	- 0,010 pt

taux de base bancaire

banques métropolitaines

taux	date d'effet
6,60%	15/10/2001

taux d'intérêt légal

année 2014

année 2013

taux	JORF
0,04%	06/02/2014
0,04%	01/03/2013

taux d'intérêt en moyenne mensuelle

	28/02/2014	31/01/2014	Var. M-1
TEMPE	0,1601%	0,2051%	- 0,045 pt
EURIBOR 1 mois	0,2250%	0,2240%	+ 0,001 pt
EURIBOR 3 mois	0,2890%	0,2920%	- 0,003 pt
EURIBOR 6 mois	0,3870%	0,3960%	- 0,009 pt
EURIBOR 12 mois	0,5500%	0,5620%	- 0,012 pt
TMO	2,4200%	2,6100%	- 0,190 pt
TME	2,2200%	2,4100%	- 0,190 pt
TRBOSP	2,3100%	2,4700%	- 0,160 pt

Définitions

EONIA: Euro OverNight Index Average

TEMPE: moyenne mensuelle de l'EONIA

EURIBOR: EUR. InterBank Offered Rate

TMO : taux moyen des obligations publiques (source: CDC)

TME : taux moyen des emprunts d'Etat à long terme (source: CDC)

TRBOSP: taux de rendement brut des obligations du secteur privé (dernier vendredi du mois)

taux des euro-monnaies

devise	USD			JPY			GBP		
	28/02/2014	31/01/2014	31/12/2013	28/02/2014	31/01/2014	31/12/2013	28/02/2014	31/01/2014	31/12/2013
taux JJ	0,110%	0,130%	0,070%	0,066%	0,069%	0,078%	0,450%	0,450%	0,410%
3 mois	0,200%	0,250%	0,250%	0,140%	0,144%	0,148%	0,520%	0,530%	0,520%
10 ans emprunts phares	2,690%	2,650%	2,990%	0,590%	0,620%	0,740%	2,740%	2,710%	3,030%

TAUX DE L'USURE (seuils applicables au 1er janvier 2014)

<u>Crédits aux particuliers</u>	Seuils de l'usure	<u>Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale</u>	Seuils de l'usure
Prêts immobiliers			
Prêts à taux fixe	5,04%	Prêts consentis	7,96%
Prêts à taux variable	4,51%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	3,76%
Prêts-relais	5,23%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	4,83%
Autres prêts		Découverts en compte (1)	13,31%
Prêts d'un montant inférieur à 357 995 XPF	20,23%	Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	4,36%
Prêts d'un montant compris entre 357 995 XPF et 715 990 XPF	15,12%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	
Prêts d'un montant supérieur à 715 990 XPF	10,35%	Découverts en compte (1)	13,31%

(1) y compris commission du plus fort découvert

TAUX DE CHANGE

Parité XPF/ EUR : 1000 XPF = 8,38 EUR

	1 USD/XPF	86,3909	1 NZD/XPF	72,7633	1 HKD/XPF	11,1346	1 GBP/XPF	144,4170
Dernier cours fin de mois								
100 JPY/XPF	84,8551		1 SGD/XPF	68,2403	100 VUV/XPF	87,7578	1 FJD/XPF	46,1703